

# LES MUTATIONS DES SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT DANS LES CARAÏBES

Denise DOUZANT ROSENFELD  
INTERGEO, Paris  
GRAL-IPEALT, Toulouse, France

Situés dans l'un des espaces-carrefour les plus remarquables du monde à l'interface entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, les quatre îles-nations que nous avons sélectionnées et dans lesquelles nous avons enquêté directement sur les systèmes de commercialisation, appartiennent aux Grandes Antilles. Il nous a paru intéressant de comparer d'une part la *République Dominicaine, la Jamaïque et Haïti* dont la production et la commercialisation sont privées, avec des degrés variables de capitalisation, et d'autre part *Cuba*, seule république socialiste d'Amérique, isolée depuis trente ans par le blocus et un régime militant, dont le commerce est entièrement étatisé.

Situés dans la même zone géographique tropicale, ces quatre pays ont en effet un large passé commun de colonisation, de peuplement, d'habitudes alimentaires, de potentiel agricole. Partout les meilleures terres, en grand nombre, ont été accaparées pour les cultures d'exportation et les importations alimentaires prennent le relais de l'offre devenue insuffisante, alors que la population urbaine s'accroît très vite. Ces économies ouvertes dépendent d'un nombre relativement limité de denrées ou de minerais exportés. Le déséquilibre des balances commerciales est devenu chronique à la suite d'une détérioration particulièrement nette des termes de l'échange dans la décennie 1980. *Dans ce contexte de crise*, la République Dominicaine, la Jamaïque et Haïti ont recouru à la thérapie douloureuse du FMI, tandis que Cuba bénéficiait encore des échanges privilégiés avec l'URSS... et l'ensemble des pays du CAEM jusqu'aux changements récents en Europe de l'Est.

Les événements des dernières années - en particulier les émeutes de 1984 en République Dominicaine, de 1985 en Jamaïque - et la détérioration de la situation économique de ces pays ont signalé l'approvisionnement alimentaire comme le révélateur d'une crise profonde. Nourrir des métropoles devenues plus que

millionnaires est devenu un impératif inéluctable. C'est donc du poste d'observation des métropoles-capitales que nous allons examiner les mutations des systèmes d'approvisionnement.

## LA CRISE DES APPROVISIONNEMENTS

### *L'accroissement de la demande urbaine*

La dynamique de l'urbanisation métropolitaine est bien connue. La conjonction d'un accroissement démographique fort sur place et des migrations venues des campagnes se traduit par un accroissement de la population urbaine qui profite surtout aux complexes métropolitains. Les capitales, construites sur le modèle de la ville-port coloniale, ont concentré la dynamique du développement moderne. Le manque de profondeur territoriale n'a pas permis au  $xx^e$  siècle l'affirmation de pôles secondaires en rivalité ou en complémentarité avec le pôle principal. Ainsi, en République Dominicaine, le District national incluant Santo Domingo (2 millions d'habitants) représente 35 % de la population totale et Santiago, la deuxième ville, n'a que 480 000 hab. Le phénomène est plus accentué en Jamaïque (aire métropolitaine de Kingston - 700 000 hab et 35 % de la population totale - comparée à Montego Bay - 70 000 hab -) et en Haïti (agglomération de Port-au-Prince, 1 million d'habitants, 18 % de la population totale et Cap-Haïtien - 130 000 hab -). A Cuba, la primauté de La Havane (2 millions d'habitants et 20 % de la population cubaine) a été contrecarrée de façon volontariste par la création d'un nouveau réseau urbain dont les villes, en particulier les nouvelles capitales provinciales, s'accroissent plus vite que la capitale ou la deuxième cité traditionnelle Santiago - 400 000 hab -. Ainsi le taux d'urbanisation de Cuba (70 %) est le plus élevé de la région (58 % en République Dominicaine, 51 % en Jamaïque, seulement 30 % en Haïti).

A cette augmentation quantitative s'ajoute un accroissement de la masse des pauvres urbains à côté des groupes des couches moyennes et des hauts revenus. La diversité de la demande et des coutumes alimentaires, comme les dépenses consacrées à se nourrir, sont en rapport étroit avec la place sociale et le niveau des ressources. Au recensement de 1981 on comptait à Santo Domingo un tiers des habitants parmi les revenus hauts et moyens. A la même époque, 7 % seulement des habitants de Port-au-Prince pouvaient entrer dans la même catégorie. A Kingston, 60 % des ménages étaient répertoriés sous le seuil de pauvreté. A l'exception de Cuba, la hausse brutale des prix dans les années 80 a

réduit de façon drastique, y compris pour les couches moyennes habituées à bénéficier jusqu'alors des bienfaits de la croissance, le pouvoir d'achat, d'autant qu'elle se conjugue avec un faible rattrapage salarial mais surtout un niveau de sous-emploi et de chômage énorme. Toutes les données disponibles attestent que la qualité de l'alimentation de la très grande majorité des habitants des trois pays cités s'est ainsi dégradée (moins de protéines et de vitamines) et que les quantités consommées par tête ont baissé.

#### *La modification des habitudes alimentaires*

Le modèle urbain dominant a très sensiblement modifié l'alimentation créole. La diète paysanne antillaise faisait largement appel aux *viveres* (tubercules, racines, banane plantain) et aux céréales traditionnelles (maïs, sorgho). *Le riz est devenu la céréale de base*, accompagné dans le plat typique de haricots, de *viveres*, de légumes et bien sûr de viande. Les produits laitiers sont aujourd'hui considérés comme indispensables. Surtout la consommation du pain et des pâtes alimentaires, des biscuits, des boissons gazeuses s'est généralisée sous l'influence des pays du Nord (aide alimentaire en particulier) alors que ces îles ne produi-

17 % du commerce alimentaire). Parmi les produits "libérés", les plus importants sont des denrées de base telles le pain, les œufs, le poisson, les pâtes. Actuellement la ration mensuelle de la *libreta* comprend du riz, du sucre, du lait condensé, de la viande tous les neuf jours, du saindoux, de l'huile, une petite quantité de café et de cigarettes. Mais beaucoup de Cubains se nourrissent pour pas cher dans les cantines sur les lieux d'études et de travail.

#### *Des productions insuffisantes*

Les agricultures locales se sont adaptées à ces nouvelles demandes. C'est le cas de l'aviculture et de l'élevage porcin sous forme d'installations industrielles autour des villes. La culture de la tomate et d'autres primeurs (concombres, aulx), de la pomme de terre et de certains légumes s'est étendue dans des terroirs spécialisés. L'élevage laitier est devenu une priorité à Cuba. Bien que développé aussi en République Dominicaine, l'élevage créole y souffre de la concurrence massive du lait en poudre importé à bas prix. Par contre la production des *viveres* et des céréales traditionnels, pour lesquels la demande reste forte, n'a pas suivi le rythme de croissance de la population. Elle est

*Jamaïque* l'agriculture est délaissée : dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les cultures d'exportation et les cultures vivrières sont entrées en crise. Ici aussi ce sont les petits producteurs qui produisent pour le marché interne.

*L'agriculture cubaine* présente des caractéristiques différentes mais n'échappe pas aux grandes évolutions signalées. Issues des réformes agraires de 1959 et 1963, les *granjas del pueblo* (anciens *latifundia* non partagés) constituent le secteur d'Etat et occupent 90 % de la surface agricole. Les petits producteurs privés (exploitations inférieures à 67 ha) sont en partie regroupés en Coopératives de production agricoles (CPA); ils jouent un rôle important dans la production globale (23 % en 1985) et plus encore dans celle des *viveres*. Par contre l'élevage bovin - 34 % de la surface agricole utile -, la culture du riz, celle des agrumes récemment développée, les cultures industrielles - la canne à sucre occupe toujours 50 % de la SAU - et une grande partie des cultures vivrières sont le fait des grandes exploitations recourant périodiquement à la main-d'œuvre de la jeunesse scolarisée et aux brigades de volontaires des villes. Si, globalement, la production non sucrière a augmenté de 50 % dans les quinze dernières années (surtout pour les produits de l'élevage et les agrumes), les déficits restent très sensibles en *viandas* (tubercules, en particulier le *taro*, racines, banane plantain), en haricots, en riz, en primeurs.

#### *Des importations alimentaires structurelles*

Depuis la décennie 1970 une nouvelle donnée est introduite avec la possibilité d'importer largement des aliments. Il s'agit bien d'une remise en cause de l'équilibre précédemment établi sur une population moins nombreuse et rurale : en dehors des catastrophes naturelles, ces petits pays n'avaient pas éprouvé de difficultés sérieuses pour s'alimenter. Aujourd'hui les importations se convertissent en un fait structurel : outre les produits nouveaux adoptés massivement (blé, huile de soja, lait en poudre, conserves et autres produits élaborés) ce sont des aliments autrefois cultivés sur place qui viennent de l'extérieur : le maïs pour l'élevage porcin et avicole, les corps gras, le riz etc. Les gouvernements, et pas seulement à Cuba où le commerce extérieur est étatisé, interviennent dans ce secteur hautement stratégique (organisme d'Etat JCTC en Jamaïque ; INESPRES en République Dominicaine) pour contrôler quantités et prix souvent plus bas sur le marché mondial que les

produits locaux. L'aide alimentaire (loi PL 480 américaine, Canada, CEE) est aussi devenue structurelle en Jamaïque, en République Dominicaine et surtout en Haïti, pays complètement assisté.

#### *L'adaptabilité des réseaux de commercialisation*

On peut distinguer trois grands secteurs dans la commercialisation alimentaire des pays antillais. Le secteur dit traditionnel ou non moderne repose sur de petits marchands ayant de faibles moyens ; outre sa fonction commerciale, il accueille les nouveaux citadins pauvres multipliant les "emplois informels" dans la distribution. Le secteur capitaliste ou moderne géré par des firmes privées et des associations de commerçants contrôle transports, transformation alimentaire et chaînes de supermarchés. Enfin le secteur d'intervention publique repose sur des institutions créées par l'Etat. La crise a secoué ces réseaux, mais ces derniers ont montré de grandes capacités d'adaptation.

#### *De la campagne à la ville : les flux de produits vivriers*

*Le secteur public a le monopole du commerce à Cuba.* L'expérience des marchés libres paysans au début des années 80, qui avait eu pour mérite d'augmenter sensiblement la disponibilité et la qualité des produits frais ou rares, mais à des prix très élevés (enrichissement des paysans et des intermédiaires, corruption), a été rapidement arrêtée ; l'Etat cubain a alors créé son propre marché parallèle à côté du système du rationnement, pratiquant souvent des prix élevés. Ainsi la collecte à la ferme est organisée par des offices publics spécialisés par produits ayant chacun leurs réseaux de transport, de stockage, de distribution, comme CUBAZUCAR pour le sucre, CUBA TABACO pour le tabac, etc. En ce qui concerne les produits vivriers il s'agit d'ACOPIO et dans les dernières années de FRUTAS SELECTAS (il y a souvent confusion entre les deux au niveau de la collecte). C'est au niveau de ces deux entreprises que se trouvent les problèmes les plus graves : bureaucratie envahissante ralentissant la mise à disposition de la population des produits frais, grosses pertes après la récolte par défaut de collecte ou mauvais traitement en cours de route, stockage déficient entraînant la mauvaise qualité des produits, etc. Ces entreprises régulent les flux vers les différents destinataires : usines

agro-alimentaires, marchés d'exportation, "alimentation collective" (restaurants, cantines), enfin alimentation "privée" (rationnée et libre). Elles répartissent également les flux d'importations, ces diverses activités se faisant sous le contrôle du plan.

En République Dominicaine, les trois secteurs sont représentés mais aujourd'hui le secteur capitaliste l'emporte nettement : 54 % selon le rapport de la CEPAL en 1984, contre 28 % au commerce traditionnel et 18 % à l'organisme d'Etat INESPRES, créé en 1969 pour écouler dans le pays les surplus américains de blé, maïs et soja suivant la loi PL 480. Le secteur public joue un rôle important : il contrôle les importations, subventionne les prix de certaines productions, patronne les ventes populaires et le programme dit du panier familial pour les plus démunis. Cependant le monopole de l'INESPRES, devenu un organisme énorme et corrompu, a été diminué sous la présidence libérale de BALAGUER, depuis 1986. Le secteur moderne intégrant les camionneurs, les entreprises d'import-export, l'agro-alimentaire et la grande distribution est marqué par une concentration rapide : le manque de devises, le renchérissement du coût du pétrole exigent des investissements solides.

En Haïti au contraire, c'est le secteur traditionnel qui tient toujours la première place. La permanence d'une majorité rurale, le faible niveau de vie, la parcellisation de l'offre ont contribué à modeler un système remarquablement adapté à un environnement économique difficile. Le système de commercialisation des vivres est animé par les *madan sara*, commerçantes itinérantes, transportant les produits depuis la ferme ou les marchés locaux par les transports collectifs vers les marchés urbains. Les marchés sont les lieux centraux où se déroulent les transactions (entourés de *dépôts*). L'Etat n'a jamais créé d'institution pour contrôler les vivres ou leurs prix. Le secteur capitaliste moderne reste limité à l'import-export et à quelques supermarchés.

La Jamaïque occupe une position intermédiaire. Elle partage avec Haïti la force du secteur traditionnel de collecte et de distribution des vivres et le rôle décisif des marchés publics, pour les mêmes raisons structurelles d'organisation de la production agricole (parcellisation, faibles volumes); les femmes *higglers*, comme les *madan sara* haïtiennes opèrent avec peu de capital et de faibles marges bénéficiaires. Mais le volume des importations, celui des agro-industries, la demande de couches urbaines plus diversifiées et du tourisme ont développé un secteur capitaliste dynamique qui embrasse les mêmes activités qu'en République

Dominicaine. On remarque une symbiose entre les deux circuits : la multiplication des supermarchés n'a pas entraîné la baisse de fréquentation des marchés publics. Des *higglers* approvisionnent aussi des supermarchés. Comme en République Dominicaine, l'Etat contrôle les importations, subventionne les produits de base en utilisant les bas prix des denrées importées ou données, mais il s'est désengagé de la commercialisation directe : l'office public AMC, créé dès 1963, a été supprimé en 1981 à la chute du gouvernement MANLEY : pris entre une offre rigide et parcellisée et de lourds frais de fonctionnement, il n'avait jamais pu capter plus de 20 % du marché local.

### LA DIVERSITÉ DES FORMES DE DISTRIBUTION URBAINE

Le secteur traditionnel gère les *marchés publics*. Chaque grande ville possède son marché de gros, point d'arrivée et de redistribution des produits. Débordant de son cadre initial, congestionné, ce marché central est le baromètre de la croissance urbaine. En dépit de conditions d'hygiène et de surpeuplement déplorables il fonctionne, témoin de la formidable capacité d'adaptation du circuit traditionnel. Le ventre de la capitale dominicaine, Mercado Nuevo, où 30 000 personnes et 8 000 camions de tous gabarits transitent chaque jour, n'a vu aucun des projets de rénovation aboutir. Le marché de la Croix des Bossales à Port-au-Prince, immense ruche hyperactive, se développe dans le marais côtier. Par contre les autorités de Kingston mènent depuis plusieurs années un projet de rénovation de la zone des marchés de la capitale. A Cuba les marchés traditionnels ont disparu. Leurs installations ont été réouvertes ces dernières années pour le *marché parallèle*.

Les marchés publics, les épiceries et autres boutiques spécialisées, les commerces de proximité du secteur traditionnel, tissent le dense réseau de la distribution de détail fixe traditionnelle. Les points de vente se sont développés au rythme de la création des nouveaux quartiers et de la densification des anciens quartiers. La vente informelle d'aliments, voire de repas dans la rue, traditionnellement active sur les trottoirs urbains et dans les zones commerciales, s'est accrue avec la crise (phénomène des *marchés spontanés*) et a été renforcée par l'augmentation des vendeurs ambulants, comme les *tricycleros* à Santo Domingo apportant fruits et légumes de saison aux femmes des couches moyennes, ou bien les revendeurs en *pushcart* de laits et boissons réfrigérées en emballage carton dans les rues de Kingston. La crise a aussi multiplié les vendeurs à la sauvette aux

feux rouges. La multiplication des points de vente s'explique par la nécessité d'approvisionner une clientèle dont le revenu est souvent gagné au jour le jour et davantage probablement par la source d'emploi qu'offre le commerce de rue.

Les *supermarchés* de toute taille et les centres commerciaux sont la réponse du secteur capitaliste moderne à la clientèle des consommateurs urbains qui peuvent payer comptant, sont souvent motorisés et disposent de réfrigérateurs. Ils commencent à toucher aussi les classes populaires, mais leur expansion reste fondamentalement liée à celle des revenus. Leur multiplication est sensible à Kingston et à Santo Domingo. Dans cette dernière ville, la crise énergétique se manifestant par de fréquentes coupures de courant électrique est une des causes de la disparition des supérettes n'ayant pas les moyens d'acquérir un groupe électrogène. En revanche il naît de nouveaux espaces de vente de produits périssables sans réfrigération mais adaptés au pouvoir d'achat des classes populaires. Enfin la

à peine occupées par les commerces de proximité et quelques supermarchés. Les commerces se signalent à l'attention par les queues, en particulier en début de mois lorsque chaque famille vient chercher les produits auxquels lui donnent droit sa *libreta*. A plusieurs reprises, toute l'alimentation des Cubains s'est réduite aux quantités inscrites sur le carnet de rationnement et aux repas pris dans les cantines, ce qui garantit à chaque famille de manger à bas prix, mais pas toujours ce qu'on veut, ne permet pas de recevoir à dîner facilement ni de manger dans la rue. Ces dernières années les disponibilités semblent avoir augmenté grâce à l'ouverture des marchés parallèles, aux achats directs tolérés avec les paysans, mais aussi au *marché noir* (détournement des aliments de l'Etat ou provenant des magasins spéciaux) et au *marché gris* (échange entre voisins de

du travail stricte au sein du COMECON. La suspension des importations alimentaires (céréales, pommes de terre, par exemple) a entraîné une culture stricte

produits rationnés, car la ration est uniforme et ne tient pas compte des goûts individuels). Cependant, l'examen attentif des statistiques officielles du commerce intérieur montre que l'augmentation de l'offre, en particulier pour les primeurs, les fruits, les yaourts et fromages a profité davantage aux circuits de *l'alimentation publique* (comprenant aussi le secteur touristique où l'on paye en dollars) qu'à l'alimentation privée. Les pénuries sont en train de revenir suite à la diminution récente des importations en provenance des anciens pays du CAEM régies par la *division socialiste du travail*. Ainsi les excédents de pétrole fournis par l'URSS, qui permettaient à Cuba de se procurer des devises, ont disparu en 1990 (la consommation d'énergie intérieure n'est même plus assurée) et de nombreux produits devront être payés en devises.

### CONCLUSION

La *sécurité alimentaire* de ces îles-nations, en particulier au niveau des complexes métropolitains où il est devenu politiquement indispensable de subvenir aux besoins essentiels de couches sociales nombreuses et diverses, est devenue une question stratégique. La position des pays étudiés est particulièrement délicate parce qu'ils cumulent les inconvénients d'une petite taille et d'une exposition à des interventions extérieures. Les Etats-Unis l'ont largement prouvé en maintenant le blocus de Cuba, obligeant le régime castriste à dépendre de la lointaine aide soviétique ou en intervenant en République Dominicaine. La poursuite de l'urbanisation ne peut plus être envisagée désormais sans référence aux pays de la région.